

personne verse en moyenne \$55 au Trésor fédéral; à Terre-Neuve, la moyenne est de \$45; en Nouvelle-Écosse, elle est de \$62, alors que dans l'Île du Prince-Édouard, elle n'est que de \$36. Le comité verra par là à quel point nous avons besoin d'un stimulant économique qui permette aux Canadiens de la région atlantique de gagner suffisamment d'argent pour verser leur quote-part au gouvernement fédéral. Cependant, d'ici là il faut une lacune. En effet, il existe un écart entre ce que nous gagnons dans la région atlantique et les gains réalisés dans les autres provinces canadiennes. Cet écart doit disparaître. L'un des moyens destinés à le faire disparaître, qui sera efficace si on lui en donne la chance, c'est l'Office d'expansion économique de la région atlantique.

Le ministre a mentionné le fait que l'Office est constitué sans égard à l'affiliation politique. Je puis corroborer cette assertion, monsieur le président. Présentement, l'Office comprend des hommes d'affaires compétents, réfléchis et déterminés qui connaissent les problèmes de la région atlantique et font leur possible pour les résoudre, sans toucher aucune rémunération. C'est probablement l'un des rares offices fédéraux dont les membres ne sont pas rétribués pour chaque journée de travail pertinent.

Les membres de l'Office ne reçoivent aucun traitement. Ils sont payés pour leurs frais de déplacement, mais je sais d'expérience qu'on est très sévère lorsqu'il s'agit d'allouer ces frais de déplacement. Toutefois, ce n'est pas le point important. Il faudrait plutôt tenir compte du fait que les membres de l'Office connaissent les problèmes de la région atlantique et prennent à cœur les intérêts de cette région. M. MacKeigan s'est révélé un président très efficace. Tout le personnel de l'Office, sous la direction de M. Weeks, est très compétent et il accomplit un travail excellent.

Mais je signalerais—sans esprit critique—qu'en dépit de ces efforts, il n'y a malheureusement guère eu de progrès. Il est peut-être trop tôt pour constater cette amélioration. Mais si nous examinons l'activité passée de l'Office, malgré les bonnes intentions qu'a montrées le gouvernement en instituant l'Office et en lui accordant un budget de 100 millions de dollars, malgré le dévouement des membres et du personnel de l'Office, nous constatons qu'il y a jusqu'ici très peu d'amélioration à l'économie de la région atlantique. Même si la détermination ne manque pas, les résultats ont été minces jusqu'à présent. J'espère que notre expansion sera accélérée, car si la région atlantique progresse au rythme actuel, je crains que le succès ne soit atteint qu'à l'époque de nos petits-fils et de nos arrière-petits-fils.

[M. McQuaid.]

Je ne suis pas convaincu que 50 millions à l'heure actuelle soient un montant suffisant à verser à ce fonds. En avril 1963, le Fonds a reçu 100 millions de dollars. Maintenant, presque trois ans plus tard, le ministre nous dit que les fonds sont quasiment épuisés. Cette déclaration pourrait être vérifiée car, sauf erreur, en avril 1965, il y a donc 14 mois de cela, 90 millions sur 100 étaient déjà engagés. Si ce fait est exact, et d'après moi il l'est, l'Office a fonctionné pendant les 14 derniers mois avec seulement 10 millions de dollars à sa disposition.

Lorsque l'actuel gouvernement a établi le fonds, on n'a cessé de répéter de l'autre côté de la Chambre qu'un milliard de dollars dépensés sur une période de dix ans étaient tout juste suffisants pour aider l'économie de la région atlantique. S'il était nécessaire d'avoir un milliard de dollars répartis sur 10 ans, ce qui représente 100 millions de dollars par année, je demanderai donc au ministre de penser à porter à 100 millions de dollars les 50 millions qu'il demande dans ce projet de résolution, car l'Office, j'en suis certain, utilisera judicieusement ces 100 millions.

Les dépenses, bien entendu, et à juste titre, sont contrôlées par le Conseil du Trésor. L'Office de l'expansion économique de la région atlantique peut recommander une dépense de 1 ou 2 millions de dollars pour un certain projet mais—et je le répète à juste titre—cette dépense doit être approuvée par le Conseil du Trésor. Si nous ajoutions 100 millions de dollars au Fonds, cela encouragerait davantage les membres de l'Office à se mettre sans délai à faire des plans, dont la nécessité est évidente pour combler l'écart qui existe entre le niveau économique de la région atlantique et celui du reste du pays. Je fais ces suggestions en toute sincérité, monsieur le président, et j'assume une nouvelle fois le comité que l'Office, à mon avis tout au moins, accomplit un travail excellent pour la région atlantique. Nous, de la région atlantique, sommes profondément reconnaissants au gouvernement qui a créé cet Office d'expansion économique et au gouvernement qui en favorise maintenant le développement.

M. Macquarrie: Monsieur le président, lorsque le Parlement précédent a été saisi d'une mesure semblable à celle-ci, j'ai pris la parole à toutes les étapes de l'étude de la mesure, y compris la troisième lecture. Cette fois-ci, je vais être beaucoup moins loquace. Je veux tout simplement signaler—et je suis heureux que mon collègue de Kings l'ait dit dans son excellent discours—que tout en m'associant aux sentiments exprimés par les représentants des divers partis, à mon avis, le montant de 50 millions de dollars est bien insuffisant. Il